

|  |                            |   |
|--|----------------------------|---|
|    | <h1>CHS-CT</h1>            |  |
|  | <p>Du 02 Décembre 2021</p> |   |
| <p>E-mail : <a href="mailto:fo.ddfip63@dgfip.finances.gouv.fr">fo.ddfip63@dgfip.finances.gouv.fr</a><br/> <a href="mailto:fo.ddfip63@gmail.com">fo.ddfip63@gmail.com</a></p> |                            |   |
| <p>Téléphone : 06-49-04-11-89</p>  |                            |   |

Monsieur Le Président,

**FO** se félicite de la tenue de cette réunion aujourd'hui en présentiel ( nous ne savons pas pour combien de temps encore... ) et tient à rappeler son attachement indéfectible à l'instance du CHS-CT qui a démontré sa plus grande importance et sa force de proposition, notamment tout au long de cette crise sanitaire.

Nous rappelons à nouveau notre opposition à la Loi dite de transformation ou plutôt de destruction de la Fonction publique qui a réduit à néant le champ de compétence des CAP et prévoit, à très court terme, la suppression des CHSCT dans la Fonction Publique.

Ces derniers mois ont aussi démontré toute l'importance de pouvoir compter sur nos Médecins de Prévention, notre inspecteur ISST et notre secrétaire animatrice. Nous réitérons notre demande : quels vont être leurs rôles dans le futur ?

**Pour FO, la gestion quotidienne des problématiques liées aux conditions de travail ainsi qu'à la sécurité des personnels demeure une priorité.**

Le ministre et les directeurs généraux ont maintenu l'ensemble de leurs réformes structurelles, remettant en question les missions fondamentales de certaines directions, tout en poursuivant les restructurations des services. Citons en exemple le dynamitage des missions fiscales de la Douane, et bien évidemment en ce qui concerne la DGFIP, le pseudo « Nouveau Réseau de Proximité » .

Essayer de mettre les conséquences de ces restructurations sous le tapis ou de faire l'autruche pour ne rien voir ne résoudra en rien les difficultés existantes ou à venir pour les personnels ou le Service Public !!!

**Bien au contraire... Et cela vous le savez pertinemment Monsieur le Président.**

Ne pas voir les risques physiques et psychologiques des collègues, quelles que soient leurs fonctions, car aujourd'hui, d'une manière ou d'une autre, directement ou indirectement, aucun service n'est épargné par les contre-réformes :

Ne pas voir les suppressions et vacances d'emplois,

Ne pas voir les évolutions liées au télétravail, le travail prolongé sur écran,

Ne pas voir le relationnel avec le public de plus en plus difficile,

Ne pas voir les applications informatiques trop souvent défailtantes,

Ne pas voir les difficultés liées au nettoyage des locaux, les câbles qui traînent par terre,

Ne pas voir les problèmes internes et un relationnel tendu dans le service.

Vous savez que le niveau de stress a largement augmenté et que le rythme des changements au sein de la DGFIP, par exemple, est perçu comme trop rapide. Une majorité des personnels des administrations économiques et financières exprime leurs inquiétudes par rapport à leur avenir.

La qualité de vie au travail s'est fortement dégradée et la pandémie n'est pas la seule responsable.

**Voilà la réalité que vivent les personnels Monsieur Le Président.**

Pour **FO**, le seul et unique remède à ce malaise général se trouve dans l'arrêt des suppressions d'emplois et l'arrêt des restructurations incessantes. Nous ne pouvons pas nous satisfaire de cette situation globale

consistant à toujours regrouper davantage pour compresser indéfiniment les effectifs. D'ailleurs à force de compresser, que va-t-il rester ?

Notre devoir de syndicat est de contester ces restructurations qui usent les personnels et fragilisent nos missions, contrairement au discours du Ministère et des directions générales qui justifient leur politique par une argumentation inspirée du néo-libéralisme résumée par cette maxime « il faut s'adapter ».

Ces dernières années, cette frénésie mortifère de réformes a engendré la suppression de 25.000 emplois à Bercy, rendant exsangues les services alors que la charge de travail ne cesse de croître. De fait, aujourd'hui, faute de moyens humains, nombre de missions ne sont plus effectuées ou dans des conditions indignes d'un véritable service public républicain. En dépit de cette situation catastrophique, le ministère des Finances restera encore une fois le principal pourvoyeur de suppressions d'emplois publics avec presque 1500 emplois supprimés à Bercy, dans la Loi de Finances 2022.

Notre devoir de délégués au CHS-CT est aussi de vous alerter sur les dysfonctionnements constatés ici ou là qui épuisent les personnels notamment lors de la mise en place des nouveaux services.

Nos conditions de travail et nos conditions de vie au travail sont mises à mal par ces réformes, pouvons-nous nous en satisfaire ?

**Pour FO, la réponse est clairement NON !**

Dans ce contexte et alors que les patrons affichent leur volonté de mieux rémunérer leur personnel en cette sortie de crise, le gouvernement le refuse à ses propres agents, alors que les denrées alimentaires, le gaz, l'essence et autres produits essentiels ne cessent de voir leur prix progresser, avec une inflation record ces derniers mois (4% en zone Euro).

La signature d'un accord entre la DG et les OS représentatives au plan national, suite aux négociations, ont permis d'obtenir quelques minces avancées pour les personnels. Après le Ségur de la santé, le Beauvau de la police ou le Grenelle de l'enseignement, les fonctionnaires de la DGFIP bénéficieront de **premières avancées concrètes** depuis longtemps, mais qui font cependant figures de vaches maigres.

**Pour autant, nous ne considérons cet accord ni comme une fin en soi ni comme un solde de tout compte.**

Il ne dédouane ni la ministre de la Fonction publique de proposer une **augmentation substantielle de la valeur du point d'indice** ni les directions générales de **revaloriser significativement le régime indemnitaire** à l'occasion des discussions du premier semestre 2022, notamment à la DGFIP.

Nous rappellerons nos revendications dans toutes les instances de dialogue social afin que la reconnaissance professionnelle des agents des administrations économiques et financières soit reconnue à sa juste valeur. Le temps du bla, bla, bla est révolu. Ce que veut, FO, ce que veulent les agents, ce sont des réponses quant à leur avenir, une reconnaissance financière et non plus une poignée de main ou une vidéo pour les remercier.

Plus que jamais, en cette année 2021, **FO Finances 63** exige :

- L'arrêt immédiat des réformes en cours aux Finances.
- Le maintien des CHSCT et de leur budget